

en qualité de *Rapporteur* [17 septembre 1948] (p. 6591); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Art. 2 : *Amendement de MM. Triboulet et Lenormand tendant à porter à 15 milliards les crédits pour les dommages mobiliers* [9 mars 1949] (p. 1424); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur; Chap. 118 : *Inspection générale de l'Administration* [6 avril 1949] (p. 2141); Chap. 133 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnité spéciale en Alsace-Lorraine* (p. 2152); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T.; Chap. 301 : *Indemnités de difficultés administratives en Alsace-Lorraine* [12 avril 1949] (p. 2311); — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [29 décembre 1949] (p. 7521). — Dépose une demande d'interpellation sur le licenciement massif d'auxiliaires de la S.N.C.F. [13 janvier 1950] (p. 233). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au maintien de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2442); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2473, 2474); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Logements gratuits)* [31 mai 1950] (p. 4068); *le retire* (ibid.); Chap. 5130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour participation aux dépenses de la gendarmerie* [1^{er} juin 1950] (p. 4096); *le retire* (p. 4097); Chap. 6030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de contentieux* (p. 4103); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Ses observations sur la suppression de lignes de la S. N. C. F.)* [6 juin 1950] (p. 4367, 4368); Chap. 3190 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour le contrôle des transports routiers* [7 juin 1950] (p. 4410); *le retire* (ibid.); Chap. 5140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités à la S. N. C. F. (Equipement en autorails)* (p. 4430); *le retire* (ibid.); Chap. 5150 : *Prise en charge*

par l'Etat du déficit de la S. N. C. F. (Réductions aux familles nombreuses) (p. 4432); HAUT COMMISSARIAT EN SARRE, Chap. 6020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la presse, propagande et documentation (Relations de bon voisinage entre Sarrois et Lorrains)* [26 juillet 1950] (p. 6001); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 77 : *Ayance de 25 milliards à la S.N.C.F.* [2 août 1950] (p. 6485, 6490); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 25 : *Effets de l'épuration administrative en ce qui concerne le droit à pension de retraite* [4 décembre 1950] (p. 8538, 8539); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 3030 : *Conseils, comités et commissions (Commission législative d'Alsace-Lorraine)* [13 février 1951] (p. 1079); Chap. 5050 : *Subventions aux collectivités locales atteintes par la guerre (Villages lorrains)* [15 février 1951] (p. 1170, 1171); Chap. 5080 : *Subventions pour l'équipement des services d'incendie et de secours* (p. 1171); P. T. T., Chap. 1210 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de résidence (Agents des localités sinistrées)* [2 mai 1951] (p. 4439); *le retire* (ibid.); Chap. 3010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour fournitures à l'Administration centrale (Insuffisance des nettoyages des bureaux de postes)* (p. 4477); *le retire* (ibid.). = S'excuse de son absence [23 février 1951] (p. 1546). — Obtient un congé [23 février 1951] (p. 1546).

SCHAUFFLER (M. Charles), Député de la Seine (3^e circonscription).

Questionneur de l'Assemblée Nationale

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du ravitaillement : [17 décembre 1946] (p. 102), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est élu secrétaire de la Commission de l'éducation nationale [J.O. du 21 décembre 1946] (p. 10803). — Est nommé membre : de la Commission du suffrage univer-

sel, du règlement et des pétitions : [9 août 1948] (p. 5577), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des pensions [17 mai 1949] (p. 2536); de la Commission des boissons : [7 juin 1949] (p. 3172), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la presse [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 196).

Dépôts :

Le 2 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Pierre André et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les contingents de farine attribués aux biscuiteries, n° 1887. — Le 13 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assainir la situation économique et alimentaire, par l'adoption de mesures propres à faciliter une utilisation étendue de la monnaie scripturale, condition indispensable au retour à la liberté de la production et la répartition, n° 2433. — Le 10 février 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux contribuables imposés d'après le régime du forfait sur les bénéfices industriels et commerciaux un délai supplémentaire pour se libérer du montant du prélèvement auquel ils sont assujettis, n° 6363. — Le 8 avril 1949, une proposition de loi tendant à fixer l'âge d'ouverture du droit à pension pour le personnel du service des égouts, n° 6990. — Le 19 juillet 1949, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions législatives concernant la zone des anciennes fortifications de Paris et la zone établie à titre de sauvegardé sur le territoire des communes de banlieue limitrophes de la ville de Paris, n° 7905. — Le 22 novembre 1949, une proposition de loi tendant à interdire le système de vente avec timbres-primés ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature, n° 8423. — Le 24 novembre 1949, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 12 mars 1948 apportant certains aménagements à la loi du 7 janvier 1948 sur le prélèvement exceptionnel de

lutte contre l'inflation et instituant des commissions interdépartementales d'appel, n° 8453. — Le 2 décembre 1949, une proposition de loi tendant : 1° à modifier la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers et réglementant le droit de vente d'immeubles par appartements; 2° à protéger les familles nombreuses contre les expulsions, n° 8599. — Le 23 décembre 1949, une proposition de loi tendant à abroger la loi n° 46-2140 du 4 octobre 1946, accordant à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires, n° 8829. — Le 21 février 1950, une proposition de loi tendant à faciliter l'acquisition de meubles par l'institution de prêts sur gage, n° 9269. — Le 15 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reprendre l'examen des candidatures dans l'Ordre de la Légion d'honneur présentées au titre de la loi du 25 juin 1938 en faveur des combattants volontaires de la guerre 1914-1918, n° 9488. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à l'aggravation des peines infligées en vertu de l'article 312 du Code pénal aux auteurs de coups et blessures sur des enfants, n° 9709. — Le 6 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier les délais de forclusion prévus aux articles 21 et 29 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 10183. — Le 11 juillet 1950, une proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution du permis de circulation sur le réseau de la S.N.C.F. dit permis de « visites aux tombes » établi par l'article 10 de la loi du 29 octobre 1921, n° 10547. — Le 28 juillet 1950, une proposition de loi tendant à modifier les délais de forclusion prévus aux articles 21 et 29 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 10802. — Le 22 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à s'associer aux fêtes du tricentenaire de Jean-Baptiste de la Salle, n° 12330. — Le 15 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les conditions d'application de la loi du 2 juin 1891 modifiées sur le pari mutuel urbain, n° 12521.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la loi portant ouverture de crédits provisoires pour le premier trimestre de l'exercice 1947; RAVI-

TAILLEMENT : *Suppressions de directions* [19 décembre 1946] (p. 163). — Dépose une demande d'interpellation : sur les intentions du Gouvernement à l'égard du commerce français [14 janvier 1947] (p. 6); — sur les projets du Gouvernement à l'égard du commerce français [28 janvier 1947] (p. 42); est entendu sur la disjonction de cette interpellation (*ibid.*); la développe : *Elimination des intermédiaires, dirigisme, privilèges accordés aux coopératives, avantages donnés à certaines catégories de consommateurs* [13 février 1947] (p. 300 et suiv.), [20 février 1947] (p. 401); *Son ordre du jour motivé en conclusion de cette interpellation* (p. 402); — sur la politique économique du Gouvernement et la suite qu'il entend donner aux légitimes revendications des commerçants et des artisans français, manifestées par eux au cours des réunions tenues les 12 et 19 mai au Velodrome d'hiver [22 mai 1947] (p. 1723); la retire [25 juin 1947] (p. 2445). — Participe à la discussion du projet de loi d'amnistie; Art. 9, 2^e alinéa : *Son amendement tendant à remplacer les mots « combattants de la guerre 1939-1945 » par ceux de « combattants des deux guerres »* [21 juin 1947] (p. 2306); *Acceptation de son amendement par la Commission* [7 juillet 1947] (p. 2786). — Est entendu au cours du débat : sur les interpellations relatives à la politique économique et financière du Gouvernement [25 juin 1947] (p. 2445, 2446); *Production de bicyclettes* [2 juillet 1947] (p. 2622); — sur le projet de loi visant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande : *Discussion générale* [8 juillet 1947] (p. 2821, 2822, 2823). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique économique du Gouvernement et les privilèges des organismes prioritaires [13 novembre 1947] (p. 5003); — sur la politique économique du Gouvernement et les privilèges des organismes prioritaires [25 novembre 1947] (p. 5136). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne; Art. 32 : *Son amendement concernant les retraites de la S. T. C. R. P. d'avant 1919* [16 décembre 1947] (p. 5764); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 2 : *Son amendement tendant à exonérer les artisans et assimilés* [3 janvier 1948] (p. 16, 17); *Son amendement tendant à substituer la notion du bénéfice réel à celle du chiffre d'affaires* (p. 19, 20);

Son amendement tendant à nécessiter un accord avec les organismes professionnels pour la fixation des coefficients (p. 21); *Ses explications de vote sur la question de confiance contre la prise en considération des amendements à l'article 2* [5 janvier 1948] (p. 69). — Est élu *Questeur de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur l'abrogation du prélèvement exceptionnel* [10 février 1948] (p. 601). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 février 1948] (p. 1023). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur les organismes prioritaires en ravitaillement* [2 mars 1948] (p. 1264). — Prend part à la discussion de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [5 mars 1948] (p. 1414, 1415, 1416); Art. 9 : *Son amendement tendant à nécessiter l'avis des organismes professionnels intéressés* [7 mars 1948] (p. 1525); le retire (p. 1526); *Articles additionnels : Son amendement tendant à insérer un article accordant aux agriculteurs et professions libérales l'abattement à la base pour enfants à charge* (p. 1256); Art. 5 : *Son amendement tendant à substituer le bénéfice réel au chiffre d'affaires* [8 mars 1948] (p. 1549, 1550); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1561). — Est entendu : sur une motion d'ordre : *Continuation du débat* [18 mars 1948] (p. 1938); — au cours du débat sur l'institution de la Compagnie nationale Air-France : *Ses observations sur la continuation du débat en séance de nuit* [29 avril 1948] (p. 2368); — au cours du débat sur la proposition de loi de M. Duclos modifiant les lois relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [20 mai 1948] (p. 2790). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers; Art. 13 : *Son amendement tendant à interdire le droit de reprise aux propriétaires ayant acquis leurs appartements depuis trois ans* [27 mai 1948] (p. 2947). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Aubry sur la politique du Gouvernement à l'égard des victimes de la guerre [8 juin 1948] (p. 3283). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget

reconduit à l'exercice 1948; Etat A, P.T.T., Chap. 100 : *Ses observations sur les abonnements téléphoniques* [21 juin 1948] (p. 3742); EDUCATION NATIONALE, Chap. 507 : *Subvention au Collège de France et au Service de muséologie* [4 août 1948] (p. 5339). — Est entendu sur le règlement de l'ordre de jour : *Continuation de la discussion en séance de nuit* [28 juin 1948] (p. 4099, 4100). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A. en deuxième lecture : *Coût de la continuation du débat en séance de nuit* [1^{er} juillet 1948] (p. 4265); — de projets de résolution relatifs aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Maton tendant à réduire de 60 millions le budget de l'Assemblée Nationale (Coût des séances de nuit)* [17 juillet 1948] (p. 4757, 4758); — de l'interpellation de M. Aubry relative aux anciens combattants et victimes de guerre : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Darou* [5 août 1948] (p. 5400). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Coût des séances de nuit* [23 septembre 1948] (p. 6868); *Coût des séances de nuit et méthodes de travail de l'Assemblée* [26 novembre 1948] (p. 7284). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la réforme fiscale, les méfaits du dirigisme et la ruine de certains commerçants)* [22 décembre 1948] (p. 7844, 7845); — du projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française; Art. 2 : *Crédit de 523.274.000 francs pour l'Assemblée de l'Union française* [30 décembre 1948] (p. 8152); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 1^{er} : *Élévation à 1.600 francs de cette allocation* [31 décembre 1948] (p. 8204). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; Art. 2 : *Amendement de M. Farine tendant à étendre le champ d'application de la loi à tous les textes favorisant les délits et les crimes* [21 janvier 1949] (p. 97); — de la proposition de loi relative à la fixation des taxes sur les carburants; Article unique : *Contre-projet de M. Peytel tendant à laisser au Parlement seul la fixation des droits*

[1^{er} février 1949] (p. 272); — du projet de loi modifiant le Code du travail : *Ses explications de vote sur l'ensemble, inutilité de ces débats* [18 février 1949] (p. 742); — du projet de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 5 : *Son amendement tendant à rendre les demandes en remises suspensives de paiement* [6 avril 1949] (p. 2132); *le retire* (p. 2133); *Son amendement tendant à accorder aux contribuables imposés d'après le régime des forfaits, un délai supplémentaire pour acquitter le prélèvement* (p. 2133). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Coût des séances de nuit* [24 juin 1949] (p. 3790). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la révision du montant des patentes en 1949; Article additionnel : *Son amendement tendant à suspendre le recouvrement des rôles émis et à retarder la date d'exigibilité* [1^{er} juillet 1949] (p. 4027, 4028, 4029); — d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au Règlement : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [7 juillet 1949] (p. 4336); — du projet de loi portant ratification du Pacte Atlantique : *Sa proposition de suspendre le débat (coût des séances de nuit)* [25 juillet 1949] (p. 5253); — d'une motion de confiance à M. Herriot (*Ses observations sur la longueur des débats et le coût d'une séance de nuit*) [18 octobre 1949] (p. 5833). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rétablir l'égalité juridique et fiscale entre les coopératives et le commerce régulier [3 novembre 1949] (p. 5959). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents (*Arrêt de la séance de nuit à minuit*) [29 novembre 1949] (p. 6432). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix de l'essence (*Possibilité de continuer le débat*) [8 décembre 1949] (p. 6700); — d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [14 décembre 1949] (p. 6875); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6926); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 4 : *Continuation du débat au-delà de minuit* [26 décembre 1949] (p. 7309); — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discus-*

sion générale [29 décembre 1949] (p. 7522). — Est élu *Questeur de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 194). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents survenus en Afrique noire et particulièrement en Côte d'Ivoire : *Son rappel au Règlement (dépenses entraînées par une séance de nuit)* [16 février 1950] (p. 1142). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles ; Art. 1^{er} : *Sa demande de renvoi du débat (coût d'une séance de nuit)* [17 mars 1950] (p. 2159, 2160) ; — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements ; Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau autorisant le droit au maintien dans les lieux aux locataires ayant trois enfants* [24 mars 1950] (p. 2351, 2352). — Dépose une demande d'interpellation sur les dispositions que le Gouvernement compte prendre en faveur de l'enfance malheureuse [12 mai 1950] (p. 3650). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; **RADIODIFFUSION** : *Continuation du débat (coût d'une séance supplémentaire)* [2 juin 1950] (p. 4215) ; **TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS**, Chap. 5140 : *Indemnités à la S.N.C.F. (voyages annuels gratuits accordés aux ayants droit des morts au champ d'honneur)* [7 juin 1950] (p. 4418, 4419) ; **AFFAIRES ÉCONOMIQUES** : *Discussion générale (Ses observations sur le statut des coopératives)* [16 juin 1950] (p. 4903, 4904, 4905) ; — d'une proposition de résolution fixant pour 1950 les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale (Ses observations sur le traitement des Députés, leurs lourdes dépenses et les frais occasionnés par l'obstruction du parti communiste)* [14 juin 1950] (p. 4788, 4789, 4790). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour d'une proposition de loi relative aux ventes avec primes (*Son rappel au Règlement*) [21 juillet 1950] (p. 5711, 5712). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [21 juillet 1950] (p. 5724). — Est entendu sur le procès-verbal (*Retrait de l'ordre du jour de la proposition relative aux ventes avec primes*) [21 juillet 1950] (p. 5731, 5732), [28 juillet

1950] (p. 6126). — Est élu *Questeur de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents (*Mauvaise organisation des débats et coût des séances de nuit*) [6 février 1951] (p. 800). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du Règlement relatif au quorum : *Rappel au règlement de M. Péron (séance au-delà de minuit non prévue)* [21 février 1951] (p. 1467) ; — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, amendé par le Conseil de la République ; Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République assurant la représentation distincte aux femmes chefs d'entreprise* [13 mars 1951] (p. 1847, 1848) ; — d'une proposition de loi relative à l'interdiction du système de vente avec timbre-prime, amendée par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Vente avec coupon-prime* [14 mars 1951] (p. 1903, 1904, 1905) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : Art. 1^{er} bis : *Pose la question préalable contre l'article 1^{er} bis prévoyant la représentation proportionnelle dans la Seine* [21 mars 1951] (p. 2345, 2346). — Dépose une demande d'interpellation sur le scandale des expulsions de locataires de bonne foi [10 avril 1951] (p. 3028). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Discussion générale ; Ses observations sur les expulsions de locataires à Paris* [17 avril 1951] (p. 3377, 3378, 3379). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre au Maréchal Pétain de finir ses jours dans des conditions plus humaines [17 avril 1951] (p. 3390). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents (*Discussion de son interpellation sur la libération du Maréchal Pétain*) [17 avril 1951] (p. 3403, 3404). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 42 : *Son amendement tendant à limiter l'expansion des magasins à prix unique* [19 avril 1951] (p. 3600) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; **ÉDUCATION NATIONALE**, Chap. 1410 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (situation des directeurs des écoles normales primaires)*

[21 avril 1951] (p. 3730, 3731). = S'excuse de son absence [18 mars 1947] (p. 867); [17 mai 1949] (p. 2536); [13 juillet 1950] (p. 5399); [2 novembre 1950] (p. 7374); [12 décembre 1950] (p. 8922); [30 janvier 1951] (p. 528). = Obtient des congés [18 mars 1947] (p. 867); [17 mai 1949] (p. 2536); [13 juillet 1950] (p. 5399); [2 novembre 1950] (p. 7374); [12 décembre 1950] (p. 8922); [30 janvier 1951] (p. 528). = Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [4 mai 1951] (p. 4567).

SCHELL (Mme Anna), Député de la Moselle.

Son élection est validée [30 janvier 1947] (p. 88). = Est nommée membre : de la Commission de la production industrielle [4 février 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la justice et de législation [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des pensions [29 mai 1947] (p. 1783).

Dépôts :

Le 19 juin 1947, une proposition de loi tendant à exempter les assurés sociaux du versement de toute avance pour frais d'honoraire, pharmaceutique et d'hospitalisation, **n° 1771**. — Le 31 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les coupons d'achat pour certaines catégories de chaussures et pantoufles et à accorder un coupon supplémentaire « usage ville » à toute personne exerçant une profession, **n° 2187**. — Le 31 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Michel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à délivrer le bon anniversaire de chaussures, au choix, soit en usage ville, soit en usage travail, **n° 2188**. — Le 15 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer une distribution gratuite de charbon aux sinistrés des

récentes inondations des départements de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle, des Vosges, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, **n° 3095**. — Le 6 février 1948, une proposition de loi tendant à accorder une indemnisation représentant les trois quarts du salaire de base départemental aux ouvriers réduits au chômage par suite des inondations récentes des départements de l'Est. **n° 3275**. — Le 13 mai 1948, une proposition de loi tendant à l'ouverture de crédits nouveaux pour l'aménagement d'immeubles domaniaux, de casernes désaffectées, et l'aménagement d'immeubles vétustes encore réparables, **n° 4189**. — Le 10 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'ouverture normale des boucheries et charcuteries, **n° 4525**. — Le 12 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de Mme Nédelec et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à doubler les rations actuelles de savon de ménage et à assurer tous les deux mois la distribution de savon de toilette à tous les consommateurs, **n° 5253**. — Le 8 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger le décret n° 46-2020 du 17 septembre 1946 attribuant une indemnité de difficulté administrative à certains fonctionnaires, **n° 7002**. — Le 16 juin 1949, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'allocation maternité à toute femme salariée ou conjointe de salarié assujetti aux assurances sociales, et ayant satisfait aux conditions requises par la loi sur l'acquisition de la nationalité française, dès la naissance de l'enfant, **n° 7467**. — Le 1^{er} juillet 1949, une proposition de loi concernant les droits des locataires des fonds de commerce, **n° 7718**. — Le 2 juillet 1949, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'article 2 de la loi du 3 septembre 1947 complétant la loi du 18 avril 1946 aux locataires de fonds de commerce, **n° 7739**. — Le 10 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rembourser aux travailleurs de la mine du puits de Sainte-Fontaine du groupe de Sarre et de Moselle, les pertes de salaires subies découlant de l'accident du 7 juillet 1949 sur la base du salaire moyen journalier du mois de juin, **n° 7845**. — Le 29 juillet 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 40 de la loi du 1^{er} septembre 1948, réglant les